



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 24 mars 05

Groupement enseignement général

LCL
Chairat THAMMACHAT
Groupe D1

Fiche de géopolitique

OBJET : sujet n°2 / en vue de préparer une visite de votre Chef d'état-major, il vous est demandé de faire un bilan géopolitique (périphérique et mondial) de la Chine

CHINE : PUISSANCE OU SURPUISSANCE

La République populaire de Chine est un État d'Asie orientale, délimité par 15 000 km de frontières terrestres, partagées avec 14 pays, et une façade maritime de 14 500 km. La Chine est bordée, au nord, par la Russie et la Mongolie; au nord-est, par la Russie et la Corée du Nord; à l'est, par la mer Jaune et la mer de Chine orientale; au sud, par la mer de Chine méridionale, le Vietnam, le Laos, la Birmanie, l'Inde, le Bhoutan et le Népal; à l'ouest, par le Pakistan, l'Afghanistan et le Tadjikistan; au nord-ouest, par le Kirghizistan et le Kazakhstan. La Chine est le troisième pays du monde par sa superficie (après la Russie et le Canada) et le premier par sa population. La superficie totale du pays est d'environ 9,5 millions de km².

La croissance exceptionnelle de la Chine a fabriqué une nouvelle superpuissance dont le poids ne manque pas d'affecter les intérêts politiques des pays les plus riches de la planète.

Etats-Unis, Europe des 25, Russie, Japon sont en train de réévaluer les données géopolitiques qui prévalaient jusqu'au 11 septembre 2001 et d'ajuster en conséquence leurs politiques respectives, à la fois dans leur région d'influence et par rapport à leurs partenaires des différents cercles fermés à la majorité des nations : Conseil de sécurité, G 8 et autres.

La Réalité de la Puissance Chinoise

En termes quantitatifs, tous les indices économiques concordent pour désigner la Chine comme le plus grand marché potentiel mondial à un horizon relativement proche. Dès et déjà, la Chine est devenue le troisième marché mondial pour l'automobile, même si seulement 2% de Chinois possèdent une voiture particulière. Pour l'année 2003, les importations de véhicules se chiffraient à 172 000. A Pékin, une concession Rolls-Royce a été ouverte tandis que selon McKinsey, la concession BMW trouve preneur pour la série 7 qui coûte en Chine deux fois son prix aux USA. soit 250 000 \$. La téléphonie mobile n'est

pas en reste. En juillet 2004, on comptait 300 millions d'abonnés avec une augmentation de six millions de nouveaux souscripteurs par mois. Une enquête de Carrefour montre que malgré la résistance du petit commerce, les hyper marchés représenteraient dans les 10 plus grandes villes de la Chine, 38% du chiffre d'affaires contre 27% pour les supermarchés et 32% pour le commerce de proximité. Depuis le 11 décembre, la tendance devrait s'accélérer avec l'ouverture du territoire chinois aux investisseurs étrangers et la fin de l'obligation de s'établir en "joint venture" . De grandes surfaces comme le grossiste allemand Metro, ou le suédois Ikéa, misent à fond sur leur développement en Chine.

A contrario, le pouvoir d'achat individuel demeure relativement faible, notamment au centre et à l'ouest où on peut le chiffrer en moyenne à 263 euros /an. Il convient, cependant de noter une forte tendance à la croissance du revenu individuel moyen. La nouvelle bourgeoisie des grandes villes atteint un revenu moyen de 864 euros par an. Ce niveau de vie en progression constante prend qualitativement une orientation qui le rapproche des standards de l'occident. On constate une consommation en hausse des produits laitiers, des cosmétiques et des produits de luxe en général. 3% de la population urbaine aurait un revenu égal ou supérieur à 5000\$, tandis que l'élite de Shanghai compte 600 propriétaires de yacht et fréquente 220 terrains de golf.

La Nouvelle Configuration Géopolitique

Dans toute la période qui a précédé le 11 septembre, la Chine était apparue soucieuse d'affirmer son leadership régional et de jouer un rôle actif dans toutes les relations bilatérales afin d'influencer des organisations régionales comme l'ASEAN (Association des Nations d'Asie du sud est) où pourtant elle ne disposait que d'un strapontin. Le puissant levier que constituaient les investissements dans la région avait encore gagné en puissance grâce à une politique fort habile de Pékin à l'égard de sa diaspora : politique traditionnelle qui avait perduré même dans la période de claustration pratiquée pendant la Révolution culturelle. Lorsque le cataclysme du 11 septembre a frappé les Etats-Unis, tout a basculé soudainement. Pékin qui fut jadis le soutien actif de nombre de révolutions, réalisa que le communisme devait changer de camp. Pour éviter à la muraille de Chine ce qui était arrivé au mur de Berlin, on ne pouvait plus se contenter d'une politique régionale, presque à la petite semaine ; il fallait s'insérer et vite dans le courant mondialiste des grandes puissances occidentales et du Japon. Le nombre des utilisateurs d'Internet dépassait l'été dernier le chiffre des adhérents au Parti Communiste Chinois. Malgré des mesures strictes de contrôle, le cyberspace pouvait, à terme s'avérer une menace pour l'hégémonie du Parti et devenir un élément interne de la déstabilisation du régime. Hu Jintao, patron de l'entreprise Chine avait pour tâche de tenter une conciliation entre le laisser-faire d'une économie de marché en expansion rapide et une centralisation politique rigide entre les mains du parti communiste chinois.

Loin d'abandonner la fermeté de son prédécesseur, Jiang Xemin, Hu Jintao, en apparence plus conciliant, recourait aussi à la manière forte en faisant par exemple arrêter Zhao Yan, un chercheur pour le compte du New York Times, au prétexte qu'il avait trahi un secret d'état en annonçant avec huit jours d'avance la démission de Jiang Xemin de son poste de président de la puissante commission militaire. Lors du plenum du PC en septembre 2004, Hu avait couvert l'arrestation de trois cents pétitionnaires parmi les dix mille venus de toute la Chine, présenter leurs doléances au pouvoir en place. Plus de trente mille manifestants, arrivés à Pékin avant le plenum avaient été interpellés. Il faut cependant noter que le nouveau président successeur de Jiang Xemin avait hérité de nombre de dossiers brûlants : Celui de rivalités internes persistantes malgré la manière forte dont Deng Xiaoping s'était débarrassé des lignes encombrantes de Hu Yaobang, l'ancien secrétaire général du parti ou du Premier Ministre Zhao Ziyang ; celui d'une situation économique dangereuse pour l'unité de la Chine tant le risque est grand de voir perdurer "deux Chine", celle des riches et celle des pauvres, notamment celle des ouvriers désormais sans travail après la privatisation de nombreuses unités de production ou celle des paysans sans terre, obligés de s'entasser à la périphérie des agglomérations urbaines. Hu Jintao avait également trouvé dans sa corbeille, le problème récurrent du "séparatisme taïwanais" et quelques autres défis internes à la mesure du pays le plus peuplé du monde.

Le grand défi de l'après 11 septembre

A la suite du 11 septembre, la Chine prit tout à coup conscience que la menace islamiste issue de la radicalisation du Wahhabisme saoudien, ne concernait pas seulement l'Amérique et le monde occidental ainsi que la Russie mais que le défi était à sa porte ; d'où une attention particulière portée aux marches ouest de l'empire c'est-à-dire à la région du Xinjiang où les Ouïgours musulmans sont considérés par Pékin comme un foyer séparatiste qu'il faut combattre à défaut de pouvoir les assimiler à l'ethnie majoritaire des Han non musulmans ; d'où également une importance accrue portée à la région Asie du sud est. En vingt ans, la Chine y a émergé comme la puissance régionale la plus importante. Elle est le premier fournisseur d'aide économique et militaire à la Birmanie, au Laos et au Cambodge.

Ses capacités de pression politique sont désormais considérables :

Le Japon qui considérait jusqu'ici dans ses analyses stratégiques que la menace essentielle venait pour lui de la Corée du nord, vient de changer de cap et de placer la Chine en tête de ses priorités stratégiques. Malgré un contexte qui rend leurs économies complémentaires, les nouvelles ambitions de la Chine font certes de l'ombre au Japon mais plus encore aux Etats-Unis et à la Russie. Les grandes puissances apparaissent condamnées à faire cause commune avec Pékin. Dans les moments de fermeture d'un Empire clos pour nécessité de révolution, la Chine populaire a toujours considéré l'Asie du sud-est, du moins dans sa partie sinisée, comme une chasse gardée dont elle a successivement perdu puis regagné le contrôle grâce à la présence et à la puissance économique d'une diaspora nombreuse et bien implantée mais jamais complètement intégrée.

Encouragé par des perspectives de croissance sans précédent dans son histoire et par l'acquisition progressive et significative de tous les attributs potentiels de l'hyperpuissance, Pékin s'est résolument tourné vers une nouvelle relation prioritaire avec les autres super puissances que sont les Etats-Unis, la Russie et l'Europe des 25.

Le 11 septembre 2001 a marqué le point de départ d'une nouvelle orientation géopolitique du communisme Chinois ;

cela ne signifie pas qu'elle se désintéresse de l'Asie du sud-est, mais plutôt qu'elle porte sur les pays de la région, un autre regard qui efface cette fois la distinction entre pays sinisés et pays indianisés pour n'y voir qu'une zone d'influence peu à peu exclusive. Elle tend à en évincer politiquement aussi bien les Etats-Unis que l'Europe et la Russie en tolérant cependant de leur part une présence économique non prépondérante.

Cette situation s'installe inéluctablement, jour après jour ; elle prend ses racines dans la crainte qui a saisi les mondes "sinisé et indianisé" devant la montée de la violence et de la menace d'un monde musulman, avec lequel la Chine n'a jamais réussi à établir des relations sereines : naguère avec l'Indonésie, aujourd'hui avec les républiques islamiques de sa périphérie.

Le choix de combattre l'Islam, à l'intérieur comme à l'extérieur, ne peut que conforter la position chinoise aux côtés des Américains, des Russes et accessoirement, des Européens. Pékin semble décidé à tirer parti de cette alliance objective avec le capitalisme libéral, fût-ce celui de Mr. Bush, si décrié naguère en exigeant des occidentaux une contrepartie : l'acceptation à terme de la réintégration de Taiwan dans le giron chinois.

Pour conclure, la croissance a fragilisé l'unité du pays. La Chine de l'intérieur est aujourd'hui à l'écart de l'expansion économique. La Chine fonctionne donc aujourd'hui à plusieurs vitesses, fragilisation qui s'ajoute à la fracture entre les classes urbaines et les masses paysannes rurales, toujours démunies. Il convient d'ajouter à tout cela des incertitudes quant aux dissidences du Tibet et du Xinjiang. Tant que la croissance économique sera là, répartie (même mal répartie) la stabilité devrait être présente. Les ambitions territoriales de la Chine devraient alors se limiter à son territoire, c'est-à-dire à Taiwan. Si cette croissance venait à être affectée, la stabilité interne de la Chine s'en trouverait-elle aussi affectée, permettant toutes les craintes en terme d'expansionnisme, y compris maritime.